Séance du conseil municipal du 13 février 2021

L'an deux mille vingt et un, le treize février à neuf heures trente, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la salle polyvalente du Rouget, sous la présidence de Monsieur COMBELLE Gilles, Maire.

Nombre de conseillers : **Présents :** BEX Christelle, CABANNES Jacqueline, CANET Lucie, CHARREIRE Frédéric, COMBELLE Gilles, FOUR Jean-Pierre, GEORGES Bernard, HOCHART Cécile, LAGAT Laetitia, LAPEYRE Jean-Louis, LAPEYRE René, LEYBROS Laetitia, MOMBOISSE Jean, QUENTIN Valérie, VEYRINES Michel, VIGIER Stéphanie.
 En exercice : 19
 Présents : 16
 Votants : 19

Date de convocation : **Absent(s) :** AURIERES Chantal (pouvoir à QUENTIN Valérie), GOUZOU Didier (pouvoir à COMBELLE Gilles), MAZET Michel (pouvoir à MOMBOISSE Jean).
 8 février 2021

Secrétaire de séance : CABANNES Jacqueline.

A l'ordre du jour de la séance :

- Réhabilitation du bâtiment de la Mairie-Poste : demande de subvention au titre de la DETR 2021 ;
- Travaux de réhabilitation des réseaux de collecte des eaux usées du bourg du Rouget : Tranche 2 : demande de subvention au titre de la DETR 2021 ;
- Réhabilitation du bâtiment de la Mairie-Poste : demande de subvention au titre de la DSIL « Rénovation énergétique » 2021 ;
- Engagement, liquidation et mandatement des dépenses d'investissement avant le vote du budget 2021 ;
- Aide d'urgence pour aider financièrement les entreprises du Rouget-Pers les plus touchées par la crise du COVID 19 : aide « coup de pouce » ;
- Aide d'urgence attribuée à un particulier ;
- Motion pour que vive la ligne de l'Aubrac.

DELIBERATION n°01/13.02.2021

Réhabilitation du bâtiment de la Mairie-Poste : demande de subvention au titre de la DETR 2021

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le bâtiment « Mairie-Poste » ne répond plus aujourd'hui aux contraintes actuelles, tant au niveau énergétique, qu'au niveau de l'accessibilité, ou encore sur le plan des conditions de travail et de l'accueil du public.

Il convient donc d'engager des travaux conséquents de réhabilitation complète du bâtiment. Ils viseront à valoriser le patrimoine 20^{ème} de cet édifice qui incarne l'histoire singulière de la commune du Rouget-Pers, tout en répondant aux enjeux contemporains, notamment environnementaux. Il s'agit d'entreprendre des travaux qualitatifs pour les 50 à 60 prochaines années.

Ce projet s'inscrit dans une démarche de développement territorial tant au niveau de la redynamisation des centres bourgs (programme Petites Villes de Demain) qu'au niveau de la rénovation énergétique (PREB Châtaigneraie) ou encore du maintien des services à la population.

Le coût total de ces aménagements est estimé à 1 550 806,00 € HT.

Monsieur le Maire présente le plan de financement prévisionnel comme suit :

Dépenses HT		Recettes HT		
Travaux de réhabilitation	1 391 000,00 €	Etat (DETR 2021)	620 000,00 €	39,98%
Honoraires maîtrise d'oeuvre	159 806,00 €	Conseil Régional (CAR)	100 000,00 €	6,45%
		Autofinancement commune	830 806,00 €	53,57%
Total	1 550 806,00 €	Total	1 550 806,00 €	100,00%

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** le projet de travaux et le plan de financement prévisionnel tels que présentés ;
- **sollicite** l'Etat pour l'obtention d'une subvention à hauteur de 620 000,00 € au titre de la DETR 2021 ;
- **sollicite** le Conseil Régional pour l'obtention d'une subvention à hauteur de 100 000,00 € au titre du CAR 2^{ème} génération ;
- **dit** que les crédits nécessaires à la contribution communale seront inscrits au budget de la commune ;
- **autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION n°02/13.02.2021**Travaux de réhabilitation des réseaux de collecte des eaux usées du bourg du Rouget
Tranche 2 : demande de subvention au titre de la DETR 2021**

Monsieur le maire rappelle que la commune du Rouget-Pers à réaliser un diagnostic de ses systèmes d'assainissement en 2018. A l'issue de ce diagnostic, plusieurs problématiques ont été mises en avant sur l'unité de traitement (eaux traitée de mauvaise qualité, la filière produit peu de boues,...) et sur les réseaux (présence de graisse, quantité important d'ECPP).

Au vu de ce constat, la commune du Rouget-Pers a engagé en 2020 une première tranche de travaux pour l'amélioration des systèmes d'assainissement. Elle souhaite, poursuivre (au cours des trois prochaines années) les travaux sur réseau, indiqués dans le programme de travaux émis suite au diagnostic effectué en 2018 par le bureau d'études ACDEAU.

Monsieur le Maire propose donc d'engager une deuxième tranche de travaux en 2021 pour une dépense évaluée à 119 534,00 € HT.

Monsieur le Maire présente le plan de financement prévisionnel comme suit :

Dépenses HT		Recettes HT		
Travaux sur les réseaux	103 640,00 €	Etat (DETR 2021)	23 906,80 €	20,00%
Mise en mise en conformité	6 675,00 €	Agence de l'Eau	71 720,40 €	60,00%
Honoraires MO, contrôles,...	9 219,00 €	Autofinancement commune	23 906,80 €	20,00%
Total	119 534,00 €	Total	119 534,00 €	100,00%

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** le projet de travaux et le plan de financement prévisionnel tels que présentés ;
- **sollicite** l'Etat pour l'obtention d'une subvention à hauteur de 23 906,80 € au titre de la DETR 2021 ;
- **dit** que les crédits nécessaires à la contribution communale seront inscrits au budget de la commune ;
- **autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION n°03/13.02.2021**Réhabilitation du bâtiment de la Mairie-Poste : demande de subvention au titre de la DSIL
« Rénovation énergétique » 2021**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le bâtiment « Mairie-Poste » ne répond plus aujourd'hui aux contraintes actuelles, tant au niveau énergétique, qu'au niveau de l'accessibilité, ou encore sur le plan des conditions de travail et de l'accueil du public.

Il convient donc d'engager des travaux conséquents de réhabilitation complète du bâtiment. Ils viseront à valoriser le patrimoine 20^{ème} de cet édifice qui incarne l'histoire singulière de la commune du Rouget-Pers, tout en répondant aux enjeux contemporains, notamment environnementaux. Il s'agit d'entreprendre des travaux qualitatifs pour les 50 à 60 prochaines années.

Ce projet s'inscrit dans une démarche de développement territorial tant au niveau de la redynamisation des centres bourgs (programme Petites Villes de Demain) qu'au niveau de la rénovation énergétique (PREB Châtaigneraie) ou encore du maintien des services à la population.

Le coût total de ces aménagements est estimé à 1 550 806,00 € HT. Les travaux de rénovation énergétique et connexes sont eux estimés à 1 007 859,00 € HT.

Monsieur le Maire présente le plan de financement prévisionnel des travaux de rénovation énergétique et connexes comme suit :

Dépenses HT		Recettes HT		
Travaux de rénovation énergétique	904 000,00 €	Etat (DETR 2021)	403 000,00 €	39,99%
Maitrise d'oeuvre	103 859,00 €	Etat (DSIL 2021)	403 000,00 €	39,99%
		Autofinancement commune	201 859,00 €	20,03%
Total	1 007 859,00 €	Total	1 007 859,00 €	100,00%

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** le projet de travaux et le plan de financement prévisionnel tels que présentés ;
- **sollicite** l'Etat pour l'obtention d'une subvention à hauteur de 403 000,00 € au titre de la DSIL « rénovation énergétique » 2021 ;
- **dit** que les crédits nécessaires à la contribution communale seront inscrits au budget de la commune ;
- **autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION n°04/13.02.2021**Engagement, liquidation et mandatement des dépenses d'investissement avant le vote du budget 2021**

Vu l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que Monsieur le Maire peut, sur autorisation du conseil municipal, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette,

Considérant le montant budgétisé en dépenses d'investissement en 2020 de 2 431 863 € pour le budget principal et de 371 814 € pour le budget assainissement.

Conformément aux textes applicables, Monsieur le Maire propose de faire application de cet article à hauteur de 607 965 € maximum pour le budget principal et de 92 953 € maximum pour le budget assainissement.

Monsieur le Maire propose donc d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement comme suit :

- Budget principal :

○ Travaux de bâtiments, compte 2313 – Opération 12 :	10 000,00 €
○ Médiathèque, compte 2313 – Opération 14 :	100 000,00 €
○ Réaménagement Mairie, compte 2313 – Opération 17 :	30 000,00 €
○ Jardins familiaux, compte 2313 – Opération 20 :	40 000,00 €
○ Viabilisation terrain, compte 2313 – Opération 21 :	20 000,00 €
○ Opérations non individualisées, compte 2315 :	30 000,00 €
○ Opérations non individualisées, compte 21318 :	165 000,00 €
○ Opérations non individualisées, compte 2041582 :	1 000,00 €

- Budget assainissement :

○ Opérations non individualisées, compte 2315 :	92 900,00 €
---	-------------

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les propositions de Monsieur le Maire telles que présentées ci-dessus ;
- **autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION n°05/13.02.2021**Aide d'urgence pour aider financièrement les entreprises du Rouget-Pers les plus touchées par la crise du COVID 19 : aide « coup de pouce »**

Vu la convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les communes signée avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes le 16 décembre 2020,

Monsieur le Maire rappelle la volonté des élus d'aider les commerçants les plus touchés par la crise du COVID 19. Deux modalités d'intervention sont ainsi mises en œuvre :

- une aide forfaitaire de 1000 € est apportée aux commerçants ayant subi une fermeture totale ou partielle durant le confinement ou ayant subi une perte de chiffre d'affaire d'au moins 50% entre la période mars-mai 2019 et mars-mai 2020 ;
- une aide maximum de 500 € plafonnée au montant des factures acquittées est apportée aux commerçants ayant équipé leur local de protections sanitaires.

Après étude par la commission économique des dossiers de demande d'aides reçus, Monsieur le Maire propose de verser aux commerçants mentionnés les aides suivantes :

Bénéficiaires	Montant de l'aide
RESSOURCERIE LE TRI-FOUILLIS	1 000,00 €
PIZZERIA FAJELI	1 000,00 €
HOTEL DES VOYAGEURS	1 000,00 €
PHARMACIE DE LA CHATAIGNERAIE	500,00 €
MAISON DE LA PRESSE	1 000,00 €
EURL CARBALLO CARINE	1 000,00 €
NADINE COIFFURE	1 000,00 €
SPAR	500,00 €
RESTAURANT CHEZ PASCALINE	1 000,00 €
EURL LACOMBE (Station essence)	500,00 €
GTFR (KARTING DU LISSARTEL)	1 000,00 €
TOTAL	9 500,00 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** le versement des aides tel que présenté dans le tableau ci-dessus ;
- **autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION n°06/13.02.2021
Aide d'urgence attribuée à un particulier

Monsieur le Maire expose à l'assemblée la demande formulée par [REDACTED] . [REDACTED] sollicite une aide financière pour l'aider à payer des factures inhérentes aux traitements qu'elle suit.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** le versement à [REDACTED] d'une aide d'un montant de 480,50 € ;
- **autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION n°07/13.02.2021
Motion pour que vive la ligne de l'Aubrac

Le conseil municipal du Rouget-Pers, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents demande au gouvernement d'inscrire le maintien du train TET Aubrac (Clermont-Ferrand – Neussargues – Béziers), la rénovation complète de la ligne et le rétablissement du train de nuit Paris – Clermont-Ferrand – Massiac – Neussargues – Saint-Flour – Millau, en offrant les moyens pour :

- **Rénover la ligne de l'Aubrac de façon complète et durable**, conformément à volonté de développement du ferroviaire dans le plan *France Relance*. Seuls des travaux complets permettront de garantir son existence pour les prochaines décennies et, à plus court terme, d'éviter une suppression des trains de voyageurs dès la fin de l'année 2021 ;
- **Rénover la caténaire** qui permet des trains 100% écologiques en les alimentant en électricité, et qui évite le recours aux énergies fossiles. Cette installation doit être modernisée et complétée sur la dernière section (entre Clermont-Ferrand et Neussargues). Le viaduc de Garabit nécessite également d'être repeint ;
- **Maintenir le train Intercités « Aubrac » en tant que TET, de la compétence de l'État**. Il doit bénéficier du même niveau de service que toutes les autres lignes Intercités de France, dont des rames enfin adaptées « bi-modes » pour éviter les désagréments aux voyageurs liés au changement de rame à Neussargues ;
- **Cadencer le trafic TER** pour répondre aux besoins de la population (trajets vers le lieu d'études, de travail, pour les loisirs, pour les vacances...). **Dans le ferroviaire, c'est l'offre qui crée la demande ;**
- **Rétablir la ligne de train de nuit** Paris – Saint-Flour – Marvejols – Millau pour rejoindre la capitale de manière rapide, écologique et économique depuis le sud du Massif Central ;
- **Autoriser et développer le Fret sur toute la ligne** afin qu'un plus grand nombre d'entreprises puissent en bénéficier pour leur approvisionnement et leurs exportations, comme c'est le cas pour l'usine de Saint-Chély d'Apcher ;
- **Maintenir la présence humaine dans les gares et à bord des trains**, pour garantir la vente des billets, le service après-vente, l'information des voyageurs, la prise en charge des personnes à mobilité réduite, la sécurité et la qualité de service attendue (salle d'attente chauffée, toilettes, déneigement des quais, propreté de la gare et des quais) ;
- **Mettre en service une plateforme de vente indépendante**, ayant l'obligation de vendre tous les trains de manière équitable. Actuellement nos TER et Intercités sont peu visibles à la vente au profit des TGV.

A l'épuisement des questions à l'ordre du jour, Monsieur le Maire lève la séance à 11h00.